

14/12/2022

DOCUMENT DE CONCLUSION

Réunion du groupe de travail RAN PRISONS

15-16 novembre 2022, Berlin, Allemagne

Quels sont les outils des programmes de désengagement, de déradicalisation et de réintégration menés en prison ?

Principaux résultats

Ces dernières années, de plus en plus d'extrémistes violents et de délinquants terroristes ont été incarcérés puis libérés, une fois leur peine purgée, sortant ainsi des systèmes correctionnels des États membres de l'UE. Cette situation a conduit à faire une priorité du travail de distanciation et de désengagement de l'extrémisme et de la violence mené auprès de ces détenus durant leur incarcération. Un nombre croissant d'interventions de prévention tertiaire sont mises en œuvre dans l'UE, et de nombreuses disparités existent aujourd'hui d'un État membre à l'autre en ce qui concerne les programmes et les outils de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation utilisés dans le cadre du travail mené en prison auprès des extrémistes violents et de délinquants terroristes. La réunion du groupe de travail RAN PRISONS avait pour objectif d'examiner les différents outils et programmes mis en place dans l'UE pour gérer les efforts de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation déployés en prison. Des praticiens et des chercheurs des différents États membres de l'UE se sont réunis pour partager leurs expériences et apprendre les uns des autres, en s'attachant notamment à identifier les principaux outils et programmes utilisés, les conditions préalables à satisfaire pour mettre en place des programmes de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation. Ils ont également formulé des recommandations pour que ces programmes donnent des résultats. Les principaux résultats de la réunion sont résumés ci-dessous :

- **Des approches très variées sont utilisées auprès extrémistes violents et des délinquants terroristes en prison :** souvent, les extrémistes violents et les délinquants terroristes sont considérés comme un groupe de prisonniers présentant un caractère unique. Dans de nombreux États membres, ils bénéficient de programmes dédiés ayant pour priorités le désengagement et la déradicalisation. Dans d'autres contextes, toutefois, ils bénéficient des mêmes mesures de réintégration et de réadaptation que les autres détenus.
- Les programmes de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation destinés aux extrémistes violents et délinquants terroristes s'appuient aussi sur l'expertise, les outils et les approches utilisés avec les autres détenus, comme un travail social classique, une thérapie comportementale et cognitive, une formation à la non-violence et une aide à la réintégration. Cependant, ces **méthodes doivent être**

adaptées aux spécificités des groupes cibles (souvent hétérogènes), aux trajectoires de radicalisation individuelle et au fonctionnement du processus de déradicalisation.

- Les **programmes de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation** se différencient des interventions de réadaptation générale proposées à tous les détenus par la façon dont le groupe cible est défini et sélectionné, la durée plus longue et l'intensité plus importante du travail réalisé, l'accent mis sur certains aspects du travail effectué auprès des détenus, ou les méthodes supplémentaires utilisées (conseil religieux, travail sur le discours et la vision du monde, accompagnement lors de la phase de transition). Il est essentiel de connaître les environnements radicalisés et les processus de radicalisation pour pouvoir adapter les méthodes de façon adéquate.
- Les programmes de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation ont certains **éléments communs** comme une évaluation des risques fondée sur VERA-2R et des outils similaires, une approche inter-institutionnelle/multi-professionnelle, un travail individuel avec les détenus sur le désengagement et l'accent mis sur la réintégration après la remise en liberté.
- De manière générale, le travail mené répond à toute une **hiérarchie de besoins**, même si son exhaustivité et les méthodes utilisées peuvent varier. Il consiste à évaluer le risque et les besoins, à établir un plan de traitement individualisé, à satisfaire les besoins de base et à renforcer la confiance du détenu, à mettre en place un travail de stabilisation et de gestion de la transition (méthodes d'accompagnement et de coaching), à réaliser un travail sur l'identité, les discours et les visions du monde, et à apporter une aide à la réintégration sociale.
 - **Le désengagement est étroitement lié à une réintégration réussie.** Les programmes de soutien à l'éducation et à l'emploi proposés aux délinquants devant se réintégrer sont considérés comme des éléments clés du processus de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation, afin de les aider à se désengager.
 - **L'idéologie, les discours, les visions du monde et la religion** sont abordés par de nombreux programmes, même si l'objectif ne modifie pas nécessairement les convictions des détenus (déradicalisation).
- Parmi les **principales conditions préalables à satisfaire** pour que les programmes de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation portent leurs fruits et soient efficaces, on trouve : un personnel bien formé et suffisant, des normes minimales et de bonnes conditions de vie dans les environnements pénitentiaires, l'implication de la direction de l'établissement pénitentiaire et la priorisation de la déradicalisation, du désengagement et de la resocialisation, de meilleurs outils pour évaluer le risque et les besoins, le soutien politique et enfin l'amélioration de la perception et des attentes du public concernant le rôle de la déradicalisation, du désengagement et de la resocialisation en prison.

Points forts de la discussion

La discussion a mis en évidence le fait que chaque État membre de l'UE a sa propre façon de faire lorsqu'il s'agit de définir les groupes cibles et les phénomènes à contrer, les objectifs/résultats visés, les acteurs impliqués et leurs responsabilités, et l'exécution des programmes (durée, format, méthodes spécifiques et types d'interventions). De nombreux programmes spécialisés de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation destinés aux détenus extrémistes violents et délinquants terroristes sont mis en place en Europe (Danemark, Pays-Bas, Allemagne, Suède, Norvège, Autriche). Les groupes cibles peuvent varier : ils peuvent être constitués de délinquants islamistes ou extrémistes de droite, ou des deux à la fois, ainsi que de détenus condamnés pour d'autres délits et considérés comme vulnérables à la radicalisation. Les combattants terroristes étrangers de retour dans leur pays sont un autre groupe cible des interventions de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation, certains programmes étant menés auprès de groupes mixtes constitués d'extrémistes violents et de délinquants terroristes et de détenus classiques (comme en Allemagne et en France). Dans d'autres États membres, comme en Grèce, en Roumanie et en Irlande, les extrémistes violents et les délinquants terroristes participent à des programmes de traitement et de réadaptation proposés à la population générale des détenus.

Principales caractéristiques des programmes de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation menés dans l'UE

- **Groupes cibles et niveau de spécialisation.** Des programmes différents programmes menés dans différents États membres de l'UE sont conçus pour, et mis en œuvre avec des groupes divers, comme des délinquants islamistes ou extrémistes de droite, des revenants ou des délinquants classiques susceptibles de se radicaliser. Certains programmes sont ouverts à tous les détenus. Par exemple, en France, un programme de désengagement est proposé par l'administration pénitentiaire à des groupes mixtes d'extrémistes violents et de délinquants terroristes, ainsi qu'à des délinquants classiques. La participation aux programmes de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation s'effectue, dans la plupart des cas, sur la **base du volontariat** afin d'augmenter la motivation et l'engagement des participants.
- **Résultats/objectifs visés :** les programmes de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation accordent la priorité au désengagement et à la réintégration sociales, qu'ils considèrent comme des résultats plus réalistes, et se focalisent moins sur la déradicalisation, qui est perçue comme un aspect du travail de désengagement, mais pas comme l'objectif principal. Ils visent à modifier le comportement (violent) plutôt qu'à changer le système de conviction et l'idéologie du détenu, bien que des exemples de programmes travaillant principalement sur l'idéologie ont aussi été mentionnés (comme DERAD en Autriche). Toutefois, le travail de désengagement a inévitablement trait aux visions du monde, aux discours et à la religion sous une forme ou sous une autre.
- **Évaluations des risques et des besoins.** Tous les programmes de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation sont préconditionnés à une évaluation des besoins des détenus et du risque de violence qu'ils présentent. L'évaluation du risque, fondée sur des outils de jugement professionnel structurel tels que VERA-2R, continue d'être la plus utilisée. Elle est considérée comme un élément important du travail de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation mené en prison, en termes d'évaluation des risques et du choix des interventions à mener. Si sa valeur ajoutée réside dans la structuration du processus, elle présente aussi des limites du fait qu'elle n'a pas été pensée spécialement pour le processus de déradicalisation et de désengagement. Souvent, les praticiens ne sont pas formés à l'utilisation de ses résultats dans le processus de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation. En outre, ces outils sont développés pour les délinquants violents, mais un grand nombre des détenus concernés n'ont pas été condamnés pour des délits violents. Ces outils doivent être complétés d'outils de diagnostic social et d'évaluation des besoins.
- **Approche de coopération interinstitutionnelle et multiprofessionnelle.** Une caractéristique commune des programmes de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation, abordée durant la réunion, est la (nécessité de) coopération entre les différents acteurs/professionnels mais aussi entre les différentes agences, que le programme soit principalement mené par l'administration pénitentiaire ou par une organisation de la société civile, ou dans le cadre d'un partenariat public/privé.
 - Il existe de nombreux exemples pertinents du fonctionnement concret de coopération interinstitutionnelle, par exemple par le biais de conférences sur les dossiers (Allemagne), et de plateformes de discussion sur les dossiers (Pays-Bas et Belgique). Tous les acteurs impliqués y participent : municipalité, personnel pénitentiaire et de probation, sécurité et renseignement, professionnels du travail de sortie et services de soutien familial.
 - Le programme de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation de l'administration pénitentiaire danoise repose sur une approche interinstitutionnelle réunissant tous les profils et toutes les compétences disponibles en prison. Cette approche dirigée par l'État a aussi ses limites car la confiance peut être difficile à établir : les détenus savent que le programme est à l'initiative du système pénitentiaire du gouvernement. Des tuteurs externes issus de la société civile peuvent aussi être impliqués au besoin, en particulier au cours de la phase de stabilisation, et après la sortie de prison.
 - Les organisations de la société civile qui proposent des interventions de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation peuvent avoir plus de difficultés à mettre en place une coopération interinstitutionnelle et à accéder aux détenus car elles ne font pas partie de l'administration pénitentiaire et ne sont pas impliquées dans la vie quotidienne de la prison. Elles doivent d'abord établir des relations de travail avec les membres du personnel de la prison et

comprendre les rôles et missions de chacun. Aux Pays-Bas et en Belgique, le rôle des organisations de la société civile en tant que fournisseur de services de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation semble être très institutionnalisé dans le cadre de la détention. Partout ailleurs, la coopération est plus difficile (en Allemagne, par exemple, elle est très variable selon le land et la prison).

Principes, méthodes et outils clés utilisés dans le travail de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation

- De manière générale, une **hiérarchie de besoins** doit être satisfaite par un travail de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation, dans le cadre d'un **plan sur-mesure individualisé**, même si les méthodes utilisées varient : en commençant par les besoins fondamentaux et en renforçant la confiance par le biais d'un travail social classique, en menant un travail de stabilisation, sur l'identité, les discours et les visions du monde. Les participants ont convenu qu'un programme a plus de chances de donner des résultats s'il prend en charge un éventail plus complet de besoins.

- Une étude réalisée dans toute l'UE sur 58 programmes a révélé que les méthodes et pratiques utilisées dans le travail de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation auprès des extrémistes violents et des délinquants terroristes présentent, en majorité, un caractère général et sont aussi utilisées pour les autres détenus ⁽¹⁾. Si nombre de ces approches ne sont pas nouvelles, elles **doivent être adaptées au contexte du processus de déradicalisation et de désengagement**. Ceci exige de connaître le milieu extrémiste et son rôle dans la vie et l'environnement social du détenu, et aussi de s'intéresser à des problèmes plus profondément ancrés tels que l'identité, le vécu et les discours.

- Le **travail social** mené auprès de ce groupe cible implique de parler du méfait lui-même, d'encourager le détenu à assumer la responsabilité du délit et d'identifier les ressources de réintégration dans la société.

L'aide est aussi axée sur la satisfaction des besoins fondamentaux et de la vie quotidienne comme l'hébergement, l'emploi, les finances, les relations et la reconstruction du réseau social.

- L'établissement de **partenariats de travail** repose sur la mise en place d'une relation de travail de qualité, fondée sur la confiance, entre le détenu et le conseiller pénitentiaire afin de l'encourager à changer, à savoir le lien entre deux personnes et leur aptitude à travailler ensemble pour définir des objectifs et effectuer certaines tâches. Dans le travail mené auprès des extrémistes violents et des délinquants terroristes, cet objectif peut être difficile à atteindre car de nombreux détenus ne comprennent pas pourquoi ils ont été condamnés. Ils sont aussi nombreux à avoir été condamnés pour terrorisme parce qu'ils ont publié une vidéo en ligne. Ce travail exige un long processus de travail entre le praticien et le détenu afin qu'un climat de confiance puisse s'établir et que le processus de désengagement et de resocialisation puisse avoir lieu. D'après les praticiens, le processus est exigeant mais aussi relativement efficace ^(2,3).

PRACTICES	CODE	FREQUENCY
Motivational interviewing	01	6
Cognitive-behavioural approach	02	16
Biographical work	03	6
Working alliance (trust building)	04	5
Anti-aggression/anger management training	05	2
Therapy	06	4
Motivation in prison	07	2
Classic social work	08	22
Social networks/recognition	09	7
Involvement of local authorities	10	7
Mentorship scheme	11	3
Change talk (conversation for change)	12	4
Deradicalization (activities focusing on ideology)	13	11
Religious intervention	14	9
Non-applicable	99	7

Source : enquête EUTEx sur les approches utilisées dans 58

⁽¹⁾ D'après une présentation des résultats préliminaires d'une étude réalisée dans le cadre du projet EUTEx.

⁽²⁾ Haas, S. M., & Smith, J. (2019). Core correctional practice: The role of the working alliance in offender rehabilitation. Dans P. Ugwudike, H. Graham, F. McNeill, P. Raynor, F. S. Taxman, & C. Trotter (Eds), *The Routledge companion to rehabilitative work in criminal justice* (pp. 339-351). Routledge. **Erreur ! Référence de lien hypertexte non valide.** <https://www.taylorfrancis.com/chapters/edit/10.4324/9781315102832-33>

⁽³⁾ Ross, E. C., Polaschek, D. L. L., & Ward, T. (2008). The therapeutic alliance: A theoretical revision for offender rehabilitation. *Aggression and Violent Behavior*, 13(6), 462-480. <https://doi.org/10.1016/j.avb.2008.07.003>

- L'**approche systémique** s'est aussi avérée utile pour travailler avec les extrémistes violents et les délinquants terroristes dans plusieurs contextes. Elle se concentre sur l'environnement social du détenu et sa restructuration. Dans le contexte de la déradicalisation, du désengagement et de la resocialisation, il est primordial de connaître et de comprendre la scène extrémiste, ainsi que son rôle dans le processus de radicalisation. Cette méthode implique aussi de travailler avec les familles, ainsi que d'établir des relations personnelles et professionnelles. L'idée est de travailler avec l'environnement du délinquant et de créer un milieu qui favorisera sa réadaptation. Cette méthode exige une approche interinstitutionnelle car de nombreux acteurs y participent en contactant et en travaillant avec les différents membres de l'entourage du délinquant.
- La **thérapie comportementale cognitive** s'attache à modifier les attitudes, les cognitions et les valeurs pour obtenir un changement de comportement. Elle est souvent utilisée dans le travail de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation. Dans le travail mené auprès des extrémistes violents et des délinquants terroristes, des résultats sont aussi obtenus avec la **schémathérapie**, qui examine les mécanismes de compensation (dont l'agression) développés en réponse à d'anciens traumatismes, et les remplace, par exemple, par des compétences sociales améliorées ⁽⁴⁾.
- L'**aide psychologique** est une méthode couramment utilisée dans le travail de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation. Elle peut prendre de nombreuses formes et toucher de nombreux sujets : questions idéologiques et philosophiques, pensée critique et accompagnement plus classique à l'acquisition de compétences psychosociales.
- Plusieurs **méthodes spécifiques** sont utilisées dans le cadre de ces approches plus larges ainsi qu'individuellement : entretien motivationnel, travail biographique ou approche de « monde de la vie », résolution des problèmes, discussion pour obtenir un changement, thérapie psychologique ou psychiatrique.
- L'**accompagnement et le tutorat** mis en place au cours de la phase de stabilisation et pendant la transition entre la prison et sortie, ainsi qu'au cours du suivi après libération se sont avérés importants pour le travail mené auprès des extrémistes violents et des délinquants terroristes. Ils sont le plus souvent assurés par des organisations de la société civile (comme en Allemagne et au Danemark), qui ne sont pas soumises aux contraintes des missions institutionnelles et peuvent évoluer entre plusieurs environnements avec le détenu, mais aussi par des agents de probation ou d'autres services assurant un suivi après la sortie de prison.
- **Interventions individuelles ou de groupe.** Certains programmes sont conçus pour le travail individuel, comme le tutorat et le travail biographique, et d'autres sont menés en groupe, comme les programmes fondés sur la religion, sur l'éducation civique et démocratique et sur le dialogue interconfessionnel. C'est notamment le cas dans le domaine de la prévention primaire et avec des groupes mixtes d'extrémistes violents et de délinquants terroristes et d'autres types de délinquants. Ceci peut aider les extrémistes violents et les délinquants terroristes à se sentir moins stigmatisés et isolés, et leur permettre d'interagir avec un environnement social plus large et plus diversifié.
 - En France, un programme de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation est proposé à de petits groupes de 12 détenus (extrémistes, terroristes et détenus classiques) qui, pendant 20 séances, travaillent avec différentes parties prenantes sur des thèmes tels que l'empathie, l'ouverture d'esprit, l'éducation aux médias, la colère et la gestion des émotions.
- Les **mesures de réadaptation générales** appliquées en prison, sont considérées comme essentielles à la prise en charge du processus de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation, comme la formation professionnelle, l'aide au logement et une aide plus générale (en Irlande, en Grèce, en Roumanie, par exemple). L'aide à l'emploi est considérée comme une mesure de réintégration essentielle : trouver un nouvel emploi et un nouvel environnement social aident l'ex-détenu à abandonner ses anciens comportements et son ancien environnement. De la même façon, l'**éducation en prison**, comme l'éducation politique/civique ou les cours de langue (par exemple des cours de langue locale pour faciliter l'intégration future, ou des cours d'arabe pour que les détenus musulmans puissent lire le Coran),

(4) Friendship, C., Blud, L., Erikson, M., Travers, R., & Thornton, D. (2010). Cognitive-behavioural treatment for imprisoned offenders: An evaluation of HM Prison Service's cognitive skills programmes. *Legal and Criminological Psychology*, 8(1), 103-114. <https://doi.org/10.1348/135532503762871273>

est considérée comme un bon complément aux programmes de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation.

- **Le rôle de la religion et des conseillers religieux.** À certains endroits, des acteurs religieux sont impliqués dans les interventions menées auprès des extrémistes violents, des délinquants terroristes et des délinquants classiques pour leur réadaptation (comme le rôle des aumôniers en Belgique ou la méthode CEC⁵ utilisée en Italie comme alternative à la détention en prison, assurés par une ONG religieuse internationale). Toutefois, le plus souvent, les programmes de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation cherchent à trouver un terrain d'entente idéologique en s'appuyant sur un discours inspiré des droits de l'homme. Les **rencontres interconfessionnelles** entre prisonniers de différentes religions aident à mieux comprendre l'autre, en prison comme en dehors.
- **Travailler avec les familles et les communautés.** Dans le cadre d'un programme de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation, ou pour préparer le moment où les prisonniers retourneront dans leurs familles et leurs communautés, il est nécessaire de travailler avec l'environnement social pour créer des infrastructures et des systèmes de soutien plus efficaces en vue du retour des détenus dans la société. Des programmes de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation qui dispensent un soutien familial, comme FORSA aux Pays-Bas, ainsi que de nombreux autres, impliquent activement les familles et les réseaux sociaux dans le processus de réadaptation.
- **Mesurer la réussite.** Pour les praticiens, une intervention est réussie lorsqu'une réintégration saine du détenu est obtenue après sa libération, et s'il s'est désengagé de la violence (absence de récidive). Les praticiens invitent à ne pas partir du principe que tous les prisonniers sont raisonnables lorsqu'ils évaluent la « réussite » de leurs programmes, car certains d'entre eux ont besoin d'un important soutien psychologique ou psychiatrique. D'autres, dont la citoyenneté a été révoquée, sont livrés à eux-mêmes après leur libération.

Recommandations : comment faire pour que le travail de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation donne des résultats en prison ?

Après avoir fait le bilan des nombreuses méthodes utilisées et des principes appliqués dans le travail de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation, les praticiens ont mis en évidence plusieurs conditions préalables importantes à satisfaire pour que ce travail puisse être organisé et mené à bien dans les prisons. Ils ont notamment adressé des recommandations aux administrations pénitentiaires et aux décideurs.

Pour les praticiens et le personnel pénitentiaire

- **Des groupes cibles, des besoins et des objectifs réalistes doivent être soigneusement définis.** En règle presque générale, les programmes de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation doivent être fondés sur une définition précise et une compréhension interinstitutionnelle du ou des groupes cibles, de leurs besoins et des risques qu'ils présentent, ainsi que sur des objectifs réalistes à atteindre durant leur période de détention.
- Un **plan de traitement sur-mesure et individualisé** est la norme, ainsi que l'implication de différents profils professionnels dans la gestion des cas et dans les soins. Ce plan doit reposer sur l'évaluation des risques, mais aussi sur des outils de diagnostic social et d'évaluation des besoins prenant en compte les obstacles et les facteurs de protection associés au processus de déradicalisation.
- **Diversification des méthodes utilisées pour répondre aux différents besoins**, dont une approche systémique, un travail auprès des familles, mais aussi les aspects de santé mentale (schémathérapie), un travail sur les discours et les façons de voir le monde, la combinaison d'interventions de groupe et individuelles, un gros travail sur l'aide à la réadaptation, l'éducation (langues, éducation civique), les rencontres interconfessionnelles, et la sensibilité culturelle. L'accompagnement à la stabilisation et le

⁵ [Prisoners' Educational Community - Sharing Life - The Pope John XXIII Community - APG23](#)

tutorat au cours de la phase de transition sont aussi essentiels pour améliorer la continuité du travail entre détention et sortie de prison.

Pour les administrations pénitentiaires et les décideurs

- **Conditions de détention et capacité à travailler dans le domaine de la déradicalisation, du désengagement et de la resocialisation.** Pour que le travail de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation soit efficace, il est essentiel que les conditions de détention soient adaptées à l'établissement de bonnes relations de travail entre détenus et personnel pénitentiaire. Il est aussi nécessaire que le personnel adéquat soit mis à disposition, comme des travailleurs sociaux et des professionnels de la santé mentale afin de satisfaire les besoins divers. Il est capital que **l'administration pénitentiaire** comprenne l'importance du travail et des principes de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation et s'implique dans leur mise en place.
- **Type de régime de détention et d'approche de gestion à adopter pour les extrémistes violents et les délinquants terroristes en prison.** Les régimes axés sur le principe de séparation présentent des difficultés spécifiques en termes de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation. Du fait que les détenus se sentent déjà marginalisés, ces régimes ne font que renforcer leur isolement et diminuer leur motivation à participer à de tels programmes. La dynamique de groupe parmi les extrémistes violents et délinquants terroristes détenus dans des quartiers séparés doit aussi être considérée comme un obstacle aux efforts de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation, tout comme certains facteurs tels que l'adhésion au programme purement en apparence. De leur côté, les interventions de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation menées auprès de groupes mixtes de délinquants aident à éviter d'aggraver l'isolement et les stigmates subis par les extrémistes violents et les délinquants terroristes. Elles contribuent aussi à la normalisation et à des échanges avec un groupe social plus large et plus diversifié.
- **La mise à disposition d'un personnel qualifié et sa formation** (personnel pénitentiaire et/ou praticiens extérieurs) est un des principaux facteurs de réussite du travail de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation. Des formations aux processus de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation doivent être dispensées à un éventail plus large de praticiens et doivent inclure de nombreux facteurs allant au-delà de la simple méthodologie, comme une approche tenant compte de la culture, une éducation politique et une compréhension de base de la radicalisation. Des formations ciblées sont nécessaires, non seulement sur la façon d'utiliser des outils d'évaluation des risques, mais aussi sur la façon d'utiliser leurs résultats dans le processus de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation et dans le cadre des plans de traitement individuels.
- **Une approche interinstitutionnelle et multiprofessionnelle** doit en permanence être renforcée et priorisée. Une communication plus efficace entre les différents acteurs, des tables rondes et d'autres méthodes disponibles doivent être utilisées de manière plus systématique pour améliorer la relation et la collaboration entre agences et professionnels.
 - Il est nécessaire de reconnaître le rôle et la contribution des professionnels « externes » (notamment des praticiens de la société civile) au processus de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation, qui apportent une **connaissance plus spécialisée** des aspects idéologiques, théologiques et liés à la radicalisation ou des acteurs qui apportent des méthodes de traitement/intervention plus spécifiques. Il convient aussi de faciliter la mise en place d'une collaboration entre ces professionnels et le personnel pénitentiaire en sensibilisant ce dernier au rôle joué par ces institutions.
 - Dans les établissements dans lesquels des programmes de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation sont mis en place (ou complétés) par des praticiens de la société civile, il est nécessaire de mettre en place des ateliers communs, des réunions fréquentes, une parfaite compréhension des rôles et des missions et de solides protocoles de partage d'informations.
- **Continuité de services et maintien en fonction du personnel.** Veillez à assurer la continuité des services entre la détention, la probation et la libération, ainsi que la stabilité des équipes et du personnel réalisant les interventions.

- Un **soutien politique et un financement** sont essentiels à l'existence de programmes de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation et à leur réussite. Dans certains cas, les politiciens utilisent ce sujet de façon négative dans le discours public. Parfois l'importance des efforts de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation est sous-estimée et les financements et les ressources accordés aux programmes sont insuffisants. Il est nécessaire d'établir une communication plus efficace entre politique et pratique pour améliorer la compréhension des besoins, des priorités et des résultats, ainsi que de la complexité du travail de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation, et du rôle de la législation et du financement.
- **Communication auprès du public concernant le travail de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation.** Il est important d'humaniser des extrémistes violents et les délinquants terroristes aux yeux du public et de faire en sorte qu'ils soutiennent le personnel pénitentiaire et les praticiens de la société civile. Pour cela, il est nécessaire de communiquer sur le travail qu'ils effectuent. Il faut aussi faire comprendre au public l'importance des programmes menés et de leurs avantages, mais aussi de normaliser et de dépolitiser le travail de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation dans le débat public.

Suivi

Les praticiens ont identifié plusieurs sujets et problématiques qui pourront être abordés à l'occasion de futures activités du RAN, comme le besoin d'examiner en continu l'impact du type de **régime pénitentiaire auquel les extrémistes violents et délinquants terroristes sont soumis** (séparation ou dispersion) sur le travail de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation et sur ses résultats et l'importance de disposer de connaissances à jour sur l'**utilisation des outils d'évaluation des risques**, ce qui est utilisé actuellement et ce qui fonctionne. L'utilisation d'outils complémentaires tels que le diagnostic social et l'évaluation des besoins doit être davantage explorée et intégrée au travail mené auprès des extrémistes violents et des délinquants terroristes.

Renforcement de la sensibilisation du public et des politiques, et prise de conscience de l'importance du travail de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation en prison et ailleurs, en faveur de la définition d'attentes plus réalistes et d'une dépolitisation, avec notamment une communication stratégique plus transparente et la normalisation de l'image de ce type de détenus auprès du public. Le **rôle joué par l'administration pénitentiaire** pour garantir des normes minimales dans le travail de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation a aussi été identifié et sera examiné plus en profondeur dans le cadre d'une réunion de groupe qui se tiendra début 2023. La **prise en compte du genre** dans l'évaluation du risque et dans le travail de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation doit encore être discutée, notamment dans le but de rendre les outils d'évaluation des risques et les interventions de déradicalisation, de désengagement et de resocialisation plus adaptés selon le genre.

Pratiques pertinentes

- [Body mapping intersubjectif](#) adapté à la réintégration des combattants terroristes étrangers de retour dans leur pays : une approche artistique combinant les aspects corporels, sensoriels et cognitifs pour comprendre les problèmes associés au processus de réintégration, notamment la compréhension et la confiance, tels que vécus par les combattants de retour, les membres de la communauté et le personnel de sécurité à Mombasa, au Kenya.
- [Kick-off](#) (Allemagne) par Turkish Society in Schleswig-Holstein e. V. réalise un travail sur l'extrémisme islamiste et l'extrémisme de droite. Le projet propose des interventions de soutien individuelles et de groupe (groupes de discussion sur les questions politiques et religieuses, films et soirées de débat, ateliers créatifs) destinées aux détenus, en mettant l'accent sur l'approche systémique et l'éducation démocratique.
- [FORSA et le programme Family Support Centre](#) (Pays-Bas) mené par LSE, le Centre de soutien néerlandais contre l'extrémisme, à l'aide de différentes méthodes de désengagement en prison, dont l'approche systémique.
- La [méthode CEC](#) (communauté, éducation, détenus) (Italie) est une approche de réadaptation proposée dans les centres de détention communautaires. Elle est utilisée en Italie comme alternative à l'incarcération. Elle est gérée par l'organisation religieuse internationale Community Pope John XXII Association et s'inspire des [prisons APAC](#) du Brésil.
- Programme de prévention secondaire [PräWo](#) (Allemagne) mené par le [Réseau de prévention de la violence](#) : une série d'ateliers pédagogiques sur la tolérance et la démocratie destinés aux jeunes détenus ou aux détenus en période de probation issus de l'immigration et vulnérables à la radicalisation islamiste à Bade-Wurtemberg ⁽⁶⁾. Les ateliers abordent différents sujets tels que l'Islam et les droits de l'homme, l'état de droit, la démocratie et les expériences de discrimination et d'extrémisme. La méthode utilisée vise à renforcer l'empathie et la tolérance, à atténuer les points de vue polarisés et à réduire les comportements violents et les actes de discrimination.
- [JUST X](#) (Allemagne) est un programme complet de distanciation et de sortie mené par le Réseau de prévention de la violence à Berlin. Il s'adresse aux délinquants islamistes et extrémistes de droite et combine différentes méthodes telles que travail social, éducation politique, travail pédagogique et biographique, accompagnement à l'acquisition de compétences sociales, formations à la non-violence en groupes, accompagnement de stabilisation et tutorat après la sortie de prison.
- [Legato PräJus](#) (Allemagne) propose une aide systémique à la distanciation aux délinquants extrémistes islamistes en prison et durant la probation, des discussions préventives avec les détenus, ainsi que des interventions de groupes avec les jeunes délinquants.

(6) Voir : <https://www.bmfsfj.de/resource/blob/194460/d9dfd9bb67dc90f688e64a4a1e3aa81/praevention-und-deradikalisierung-im-strafvollzug-data.pdf>

Pour approfondir

Costa, V., Liberado, P. et al. (2021) [One Size Does Not Fit All: Exploring the Characteristics of Exit Programmes in Europe](#)

EUTEx (2022) [Insight No. 2: Risk assessment, disengagement and reintegration practices at work](#)

RAN - Manuel de réadaptation de RAN PRISONS (2021) [Comment former efficacement le personnel pénitentiaire et les partenaires à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent](#)

RAN PRISONS (2021) [Conseil religieux, formation et dialogue interconfessionnel en prison](#)

RAN (2022) [Rôle des organisations de la société civile dans le travail de sortie](#)